

CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICE DE CONCEPTION ET DE DÉVELOPPEMENT D'UNE APPLICATION MOBILE ET DE MAINTENANCE ASSOCIÉE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Pouvoir adjudicateur

FEDERATION FRANCAISE DE NATATION
14 rue Scandicci – 93508 PANTIN Cedex
Tél. 01 41 83 87 70 – Fax. 01 41 83 87 69
E-mail : marvin.dorego@ffnatation.fr

Procédure de passation

Procédure adaptée – Article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Objet de la consultation

Conception et développement de l'application mobile de la Fédération Française de Natation et de maintenance associée.

SOMMAIRE

1. Objet du marché - Dispositions générales	3
1.1 Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 Représentation du pouvoir adjudicateur pour le suivi de l'exécution du marché	4
1.3 Sous-traitance	4
2. Délais d'exécution.....	5
2.1 Délais d'exécution des prestations	5
Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont définies à l'acte d'engagement.	5
2.2 Prolongation des délais d'exécution	5
3. Pièces constitutives de l'accord-cadre.....	5
4. Forme des notifications et informations au titulaire.....	6
5. Prix - Variation du prix.....	6
5.1 Forme des prix	6
5.2 Variation des prix	6
6. Avance.....	6
7. Règlement des comptes	6
7.1 Modalités de règlement du prix	7
7.2 Délais de règlement	7
7.3 Intérêts moratoires.....	7
7.4 Règlement en cas de cotraitance solidaire.....	8
8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre avec bons de commande.....	8
9. Pénalités et primes.....	9
9.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations.....	9
10. Constatation de l'exécution des prestations.....	9
10.1 Opérations de vérification	9
10.2 Décision	9
11. Garanties.....	9

12. Assurances	9
13. Litiges.....	10
14. Résiliation.....	10
14.1 Résiliation pour faute	10
14.2 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	10
15. Dérogations aux documents généraux.....	10

1. Objet du marché - Dispositions générales

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet une prestation de service de conception et développement de l'application mobile de la Fédération Française de Natation (FFN), ainsi que la maintenance de celle-ci, les licences et la fourniture des documentations associées.

Cette application doit délivrer un noyau de fonctionnalités adaptées aux différents parcours clients tout en intégrant un socle de services garantissant une évolutivité pour la tranche conditionnelle et l'intégration de tiers non totalement identifiés à ce jour.

En plus du noyau de fonctionnalités de la plateforme, la FFN recherche certaines fonctionnalités détaillées ci-après pour qu'elles soient délivrées dans un second temps.

Il sera demandé au Titulaire de fournir une estimation budgétaire pour chacun de ces services ainsi qu'une recommandation quant aux technologies utilisées. Ils devront également être force de proposition et apporter des solutions innovantes pouvant répondre à nos problématiques et améliorer l'expérience utilisateur. L'intégration de technologies tierces disponibles sur le marché est bien sûr à considérer.

Les recommandations et estimations budgétaires permettront de réévaluer la priorisation des services et de définir un rétro planning du déploiement sur les trois années à venir.

Si la tranche conditionnelle est confirmée, elle le sera dans le délai d'exécution de la tranche ferme et devra être exécutée dans le respect du délai global d'exécution soit le 30 septembre 2019.

1.2 Représentation du pouvoir adjudicateur pour le suivi de l'exécution du marché

Le suivi de l'exécution du marché sera assuré par : Monsieur Marvin DO REGO
Mail : marvin.dorego@ffnatation.fr

1.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du contrat, le titulaire produira également l'exemplaire unique du contrat ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou main-

levée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette caution emportera, dans les conditions définies à l'article « Résiliation du contrat » du présent document.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG TIC.

Notamment, le pouvoir adjudicateur notifiera à chaque sous-traitant concerné, la copie de l'acte spécial après signature

2. Délais d'exécution

2.1 Délais d'exécution des prestations

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont définies à l'acte d'engagement.

2.2 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG TIC sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG TIC, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence du pouvoir adjudicateur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

3. Pièces constitutives de l'accord-cadre

En complément de l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi, à l'exception des annexes qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles opérées.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi.
- Le Règlement de la consultation.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

L'offre technique et financière du titulaire ; l'offre financière étant constituée

des éléments indiqués ci –dessous :

- Le bordereau des prix.
- Le devis descriptif estimatif détaillé.
- Le Cadre de Mémoire Technique.
- Le calendrier estimatif détaillé de la prestation.

4. Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations, le pouvoir adjudicateur prévoit la ou les formes suivantes :

- remise contre récépissé
- tout autre moyen permettant d’attester la date et l’heure de réception

5. Prix - Variation du prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du CCAG-TIC, les contraintes normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des prestations.

En complément de l’article 10.1.3 du CCAG-TIC, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre de marchés conclus en groupement : en cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l’exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d’éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande.

5.1 Forme des prix

Les prestations faisant l’objet du marché sont réglées par application d’un prix global et forfaitaire.

5.2 Variation des prix

Les prix sont fermes.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l’offre.

6. Avance

Aucune avance ne sera effectuée.

7. Règlement des comptes

L'attributaire du marché s'engage à faire figurer sur les factures qu'il adresse :

- le numéro de bon de commande
- et l'intitulé du contrat correspondant (figurant sur la commande que lui aura transmis la FFN).

7.1 Modalités de règlement du prix

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG TIC, les précisions suivantes sont apportées :

Le règlement du prix s'effectue en trois fois. 20 % à la commande, 30 % à la livraison de la première version et les 50 % restant représentant le solde après la livraison finale.

7.1.1 Demandes de paiement

Conformément aux dispositions de l'article 11.8 du CCAG TIC, le titulaire transmet sa demande de paiement après livraison et décision d'admission des fournitures par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

7.1.2 Adresse où les demandes de paiement doivent s'effectuer

Les demandes de paiement devront s'effectuer à l'adresse suivante :

Fédération Française de Natation
Service Comptabilité
14 rue Scandicci
93508 PANTIN Cedex

7.2 Délais de règlement

Les délais dont dispose le pouvoir adjudicateur ou son représentant pour procéder au paiement du solde et des éventuels règlements partiels définitifs sont fixés à l'article Délais de règlement de l'acte d'engagement.

7.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des éventuels règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est le taux d'intérêt de la principale facilité de

refinancement appliquées par la Banque Centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage (décret n°2013-269 du 29 mars 2013).

Indemnité forfaitaire pour recouvrement :

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (art. 40 de la loi du 28 janvier 2013).

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire. Il doit adresser sa demande au pouvoir adjudicateur et y joindre les justificatifs nécessaires.

7.4 Règlement en cas de cotraitance solidaire

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement (dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG TIC).

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au pouvoir adjudicateur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants.

L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre avec bons de commande

8.1.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché, conformément aux dispositions de l'article 5.1.3 du CCAG TIC.

9. Pénalités et primes

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, le titulaire du marché ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros pour l'ensemble du marché.

9.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC, les modalités d'application des pénalités de retard sont les suivantes :

- En cas de dépassement du délai de finalisation de l'application fixé au 30 septembre 2018 : cinq cents Euros (500 €) par jour de retard.
- En cas d'anomalie ou d'Interruption de Service intervenant sur toute composante de l'Application mobile et perdurant au-delà du délai de Garantie de Temps de Rétablissement prévue au 8 du CCTP, le Pouvoir adjudicateur pourra exiger du Titulaire, sans mise en demeure préalable, le versement d'une pénalité journalière de trois cents (300€ HT) euros hors taxes par jour de retard pour une Anomalie et de cinq cents euros hors taxes (500 € HT) par jour de retard pour une Interruption de Service.

10. Constatation de l'exécution des prestations

10.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG TIC et dans les conditions particulières suivantes :

- Nature des opérations de vérification : Conformité de la quantité et de la qualité des matériels fournis.
- Modalités de réalisation des opérations de vérification : Lors de la livraison des matériels et de l'exécution des prestations.
- Lieu des opérations de vérification : sur le lieu de la livraison du matériel et de l'exécution de la prestation.
- Moment des vérifications : il sera fait application de l'article 23.1 du CCAG TIC.

10.2 Décision

La décision sera prononcée par le pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG TIC.

11. Garanties

Il sera fait application de l'article 28 du CCAG TIC.

12. Assurances

Le prestataire désigné dans le marché devra justifier dans les quinze jours à

compter de la demande du pouvoir adjudicateur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison des prestations.

13. Litiges

En cas de litige, la loi française est seule applicable.
Le tribunal compétent est celui du siège social de la FFN.

14. Résiliation

14.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 32 et 36 du CCAG TIC avec les précisions suivantes :

le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 36 du CCAG TIC. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

14.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est

fixée à 5 % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations admises.

15. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- A l'article 4.1 du CCAG TIC par l'article Pièces constitutives du marché du CCAP.
- A l'article 14.1.3 du CCAG TIC par l'article Pénalités/Primes du CCAP.